

## Point de vue de Marceau Pivert sur le concept d'Europe (Décembre 1948)

**Légende:** En décembre 1948, répondant au questionnaire du mensuel belge Les cahiers socialistes Marceau Pivert, membre du comité directeur de la SFIO (Section française de l'Internationale ouvrière), donne son interprétation de l'intégration européenne.

**Source:** Les cahiers socialistes. Revue indépendante de critique sociale. Décembre 1948, n° 22; 5e année. Bruxelles.

**Copyright:** (c) Les cahiers socialistes

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Les documents diffusés sur ce site sont la propriété exclusive de leurs auteurs ou ayants droit.

Les demandes d'autorisation sont à adresser aux auteurs ou ayants droit concernés.

Consultez également l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

**URL:** [http://www.cvce.eu/obj/point\\_de\\_vue\\_de\\_marceau\\_pivert\\_sur\\_le\\_concept\\_d\\_europe\\_decembre\\_1948-fr-cf2fa583-810b-4df5-b2f0-c42c4a3397aa.html](http://www.cvce.eu/obj/point_de_vue_de_marceau_pivert_sur_le_concept_d_europe_decembre_1948-fr-cf2fa583-810b-4df5-b2f0-c42c4a3397aa.html)

**Date de dernière mise à jour:** 21/10/2012

## Point de vue de Marceau Pivert sur le concept d'Europe (Décembre 1948)

### Questionnaire

1. — Si, à l' « âge des blocs » où nous nous trouvons, vous tenez pour périmés politiquement, économiquement et militairement les cadres des nations européennes, qu'aimeriez-vous leur substituer et que pensez-vous possible qu'on leur substitue ?
2. — Comment entendez-vous le concept « d'Europe » ? Le tenez-vous pour limité géographiquement ou spirituellement ? Quelles nations sont à votre sens européennes ? Quels pays pourraient éventuellement le devenir et à quelles conditions ?
3. — Si vous êtes partisan de la fédération européenne, quelles aspirations vous incitent à la désirer ? Y êtes-vous poussé par vos principes internationalistes ou par de simples considérations économiques ou stratégiques ?
4. — Si l'on veut réaliser la fédération européenne, par où faut-il commencer ? Une simple alliance militaire y peut-elle contribuer ? Ne risque-t-elle pas, au contraire, de donner à chacun et procurer de l'influence à des forces sociales essentiellement nationalistes ?
5. — Une union simplement économique est-elle possible ? Le nombre d'intérêts particuliers que chaque gouvernement national est obligé de protéger rend-il une telle union possible sans une autorité politique fédérale capable de l'imposer ?
6. — Quelle importance attribuez-vous aux divers accords régionaux européens conclus depuis la fin de la guerre ? Les croyez-vous susceptibles de faire un pas concret dans le sens d'une fédération organique de l'Europe ? Considérez-vous Benelux comme un succès ? L'expérience Benelux a-t-elle été entamée comme elle aurait dû l'être ? N'a-t-on pas eu le tort, faute d'avoir instauré une autorité commune capable d'imposer une union immédiate, d'avoir laissé se constituer deux structures économiques différentes qui rendent cette union plus difficile à réaliser qu'elle ne l'était il y a quatre ans ?

Le pacte à cinq est-il en fait autre chose qu'une alliance militaire dans le style classique ?

La conférence des seize a-t-elle vraiment réalisé un plan de coopération économique ou a-t-elle plutôt souligné les rivalités (toute répartition des crédits étant au demeurant décidée uniquement à Washington) ?

7. — Si vous admettez la nécessité première d'une union politique, à qui incomberait, à votre avis, la constitution de celle-ci ? Aux gouvernements ? A l'Union Parlementaire Européenne ? L'initiative doit-elle venir d'un mouvement de masses ?
8. — Admettez-vous que, pour la réalisation de la fédération européenne s'unissent des mouvements politiques antagonistes ?

Quel est selon vous le minimum d'unité de vues requis :

- 1°) en matière politique
- 2°) en matière économique et sociale ?

9. — Sur quelles bases estimez-vous que devraient être organisés les domaines coloniaux des divers pays européens au cas où ceux-ci se fédéreraient ?

### Réponse de Marceau Pivert

*Marceau Pivert, le militant bien connu de la S.F.I.O., qui ne s'est jamais départi d'un socialisme radical dont l'internationalisme constitue l'une des pierres angulaires, est actuellement l'un des dirigeants du parti socialiste français en même temps que de l'organisation des « Etats-Unis Socialistes d'Europe ».*

Nous devons travailler à la constitution d'une communauté européenne dont l'économie serait planifiée et contrôlée par les travailleurs — et dont les institutions politiques seraient démocratiques et fédératives, chaque collectivité déterminant elle-même librement les fonctions qu'elle entend conserver et les délégations qu'elle consent à remettre à un organisme administratif supérieur : régional, national, fédéral.

L'Europe **ne doit pas être** une sorte de nation agrandie géographiquement. Elle **doit être** le centre de cristallisation d'une **fédération universelle des peuples libres**. Pour remplir cette fonction historique, elle doit d'abord prendre conscience d'elle-même, de ce qui caractérise ses valeurs de civilisation — et créer la base économique correspondante, aussi indépendante que possible des influences impérialistes extérieures. Ce centre de cristallisation n'est pas seulement installé dans le cadre de l'Europe géographique : il doit entraîner avec lui, dans un consentement spontané, aussi bien Dakar que Melbourne ou Ottawa que Bombay ou Saïgon. **Notre Europe** doit être le lieu géométrique de toutes les forces sociales et de toutes les tendances constructives qui cherchent à associer la technique moderne et la libération de l'homme, l'organisation économique rationnelle et la liberté du citoyen. C'est donc une Europe anti-impérialiste et anti-totalitaire.

Toutes les considérations économiques, politiques, morales, internationales, toutes les inquiétudes et toutes les données des problèmes contemporains relatifs aux valeurs de civilisation dont il faut assurer la préservation, nous conduisent à **l'EUROPE**. Sans la construction de l'Europe, terre de libre recherche et de création continue dans tous les domaines, **tout est compromis de ce qui nous est le plus cher : paix, justice sociale, liberté**.

Il ne faut **surtout pas** commencer par une alliance militaire. D'abord c'est absurde, même du point de vue de la défense « militaire » car il convient d'abord de réaliser la **base économique planifiée** — ou au moins coordonnée — à partir de laquelle on pourra envisager une **défense** commune de l'indépendance européenne. Toute construction fédérative européenne subordonnée aux exigences d'une alliance militaire est par ailleurs néfaste, cela est aussi vrai pour l'Est Européen intégré dans le système « défensif » de l'U.R.S.S. que pour l'Ouest, s'il se laisse intégrer dans le système « défensif » des U.S.A. Il n'y aura jamais une Europe si les pays européens se laissent transformer en bases stratégiques d'un bloc ou de l'autre. Il n'y aura que des champs de bataille.

Une autorité **politique fédérale** est indispensable : certes, il y aura des intérêts lésés dans la construction d'une Europe fédérative. Mais ce seront les intéressés eux-mêmes qui devront **démocratiquement**, et sous la pression des avantages énormes qui en résulteront pour toute la communauté, envisager les étapes d'adaptation et de transformation de structure; la discipline fédérale devra être **librement consentie**.

Les efforts régionaux sont autant d'expériences **utiles**. Ils permettent de mettre en évidence ce qui doit être évité à une échelle plus grande — et ce qui peut réussir... Le principe à protéger est le suivant : toute nation, toute région, toute localité « bien douée » pour produire au meilleur prix, c'est-à-dire dotée de ressources naturelles de techniciens, de composition supérieure, doit être développée et **produire au bénéfice de tous**, sans servitude ni interruption. La comparaison des résultats, des rendements, des prix de revient, des standards d'existence du travailleur est une question de statistique et d'appareils de mesures — surtout si l'on décide de prendre comme unité de mesure une valeur indépendante de la spéculation — un kilowatt-heure par exemple — et non plus un lingot d'or. Le pacte à cinq n'est pas inscrit dans ce cadre : il est un **expédient provisoire dangereux** : les socialistes et démocrates doivent corriger d'urgence ce qu'il contient de périlleux pour l'avenir : le postulat militariste. Quant aux conférences des (16 ou des 19) il y a encore beaucoup à faire pour qu'elles atteignent les objectifs d'intégration économique qui commandent le futur de l'Europe. Là doivent s'exercer tous les efforts des socialistes et des syndicalistes européens, qui devraient commencer par se réunir en un Congrès fédéraliste européen en vue d'établir leur **PROGRAMME SOCIALISTE EUROPEEN** et de mobiliser l'opinion pour l'imposer. C'est là l'objectif essentiel, à l'heure présente du Mouvement pour les Etats-Unis Socialistes d'Europe.

Toute initiative visant à créer une union politique est à encourager : celle des gouvernements, celle des organisations fédéralistes européennes, celle du Mouvement pour les Etats-Unis Socialistes d'Europe, celle des Parlements, celle des Syndicats... mais toutes doivent être **orientées** par les grands partis socialistes (qui ont des représentants dans tous ces milieux) vers la convocation d'une **Assemblée Constituante Européenne élue directement par les masses populaires**. Une telle convocation à caractère révolutionnaire fait partie nécessairement de la stratégie générale du socialisme international. Elle ne peut intervenir que si le socialisme international est d'abord capable de se présenter comme l'espérance suprême, contre la guerre, contre la misère, contre la dictature, et **pour la justice sociale**. Ce qui implique, pour commencer, que tous les socialistes européens soient amenés à combiner leur politique nationale avec une perspective internationale. En un mot, il faut que les socialistes se comportent en internationalistes. Donc, ils doivent aborder enfin la tâche décisive de notre époque : la construction d'une véritable **Internationale socialiste à la fois démocratique et révolutionnaire**.

Des mouvements politiques d'origine et d'inspiration différentes **peuvent et doivent** s'unir pour réaliser la fédération européenne : les seules limites de cette alliance circonstancielle aussi justifiées et aussi nécessaires que les alliances contractées dans la Résistance, résident dans les principes suivants :

1. — **L'Europe doit être indépendante** : donc elle ne sera pas construite en collaborant avec les agents des impérialismes extérieurs.
2. — **L'Europe doit être démocratique** : donc elle ne peut pas être construite avec des éléments totalitaires.
3. — **L'Europe doit être planifiée en vue de la satisfaction des besoins de la consommation des travailleurs**, donc, elle ne peut pas être construite dans le cadre d'une économie de guerre subordonnée aux exigences de l'alliance militaire avec un bloc. En résumé, toutes les forces favorables à la création d'une Europe libre, indépendante, pacifique, et prospère doivent s'unir et agir ensemble.

Enfin les peuples de couleur sont les meilleurs alliés naturels de l'Europe de demain; celle-ci doit donc répudier à l'avance toute exploitation d'un peuple par l'autre : la Fédération n'a de sens que si elle est constituée par des peuples « **libres et égaux en droits** ».

Dès à présent, une alliance fraternelle est contractée, dont l'efficacité ne pourra que se développer, entre **le mouvement pour les Etats-Unis Socialistes d'Europe et le Congrès des Peuples contre l'impérialisme**. Dans cette alliance réside, dès à présent, le potentiel de rénovation et de libération politique le plus puissant qui ait été jamais constitué, le seul capable d'affronter la dynamique périlleuse des expansionnismes de l'Est et de l'Ouest, le seul capable de fournir au monde une autre solution que celle de la Troisième Guerre.